

1968 en Chine: l'année de tous les dangers

Alain Roux*

1968 est une date charnière dans l'histoire de la «révolution culturelle», que l'on choisisse pour décrire cet événement traumatisant le temps long: 1957-1976 (*Macfarquhar*), le temps moyen: 1966-1976 (*Bergère, Barnouin, Dömes, Yan, Résolution*) ou le temps court: 1966-1969 (*Schoenhals, Choc*). En effet, le moteur de la phase dynamique de la «révolution culturelle», constitué par le mouvement des gardes rouges (*hongweibing*), disparut en juillet – août 1968 et c'est entre l'automne 1967 et l'hiver 1968 que Mao fit sa première tentative pour mettre fin au chaos qui, parti des campus universitaires en mai 1966, avait gagné les usines en janvier 1967 et enfin les campagnes dans l'été 1968, tout en épargnant l'armée. A l'anomie menaçante succédait une dictature militaire, en formation sous les dehors d'un PCC renaissant, ce qui faisait de 1968 l'année de tous les dangers.

Je me propose de rappeler les principaux éléments survenu durant cette année 1968 prolongée jusqu'au 9^e Congrès du PCC en avril 1969 après avoir commencé à l'automne 1967 en cherchant à déceler les raisons de ce nouvel échec du Président Mao, après la catastrophe du Grand Bond en avant.

1^o) Le point à l'automne 1967.

La «révolution culturelle» tire ses origines de l'échec du Grand Bond en avant lancé par Mao en 1958 (*Macfarquhar 1*). Présenté comme une alternative au modèle soviétique de socialisme qui avait inspiré les dirigeants chinois durant les premières années du nouveau régime («l'URSS d'aujourd'hui, c'est la Chine de demain»), le Grand Bond avait abouti à une terrible famine qui, «en trois années noires» (1959 à 1961), avait fait périr environ trente millions de paysans. (*Macfarquhar 2*) Ce désastre était dû, essentiellement, au volontarisme économique de Mao, à son orientation gauchiste et à son entêtement dans l'erreur: lors de la réunion de Lushan en juillet-août 1959, le maréchal Peng Dehuai avait critiqué les ravages de ce «vent communiste» entaché d'égalitarisme et d'utopie. Mais c'est ce dirigeant lucide et courageux qui avait été limogé par Mao comme un vulgaire comploteur de droite. Il avait été remplacé à la tête de l'Armée Populaire de Libération (APL) par Lin Biao. Ce dernier allait faire de l'APL un outil politique docile tout en développant le culte du Président dont le recueil de citations, le fameux «petit livre rouge» faisait un nouveau Confucius. En septembre 1962 (*Macfarquhar 3*) Mao avait lancé un avertissement solennel lors du 10^e plenum du Comité Central (CC) du Parti Communiste Chinois (PCC): «camarades, n'oubliez jamais la lutte des classes!». Il condamnait de la sorte les mesures de réajustement économique prises par Liu Shaoqi, Deng Xiaoping et Chen Yun afin de relancer une production agricole qui avait décliné de 25% entre 1958 et 1961 (*Yan*). Il s'agissait de rétrocéder aux foyers paysans l'exploitation privée des terres qui demeuraient propriété collective. Chaque exploitant, devenu fermier de son équipe de production qui correspondait à l'ancien village, s'engageait par contrat à fournir à prix fixé une partie de sa production à la collectivité. Moyennant quoi il pouvait vendre les surplus sur les marchés à un prix plus rémunérateur. Mao voyait dans ce système, appelé «système de responsabilité», l'amorce d'un retour au capitalisme. Au même moment, en désaccord avec le Parti Communiste d'URSS sur les questions de la coexistence pacifique entre le camp socialiste et les pays impérialistes, impressionné par la crise du socialisme est-européen, en Pologne et en Hongrie notamment, il proposait la Chine comme

* Professeur des universités émérite (INALCO. Paris). 29 février 2008.

le nouveau cœur rouge du socialisme véritable, face au «révisionnisme» de Khrouchtchev. Isolée, menacée d'une extension par les USA à son propre territoire de la guerre du Vietnam, la Chine, qui s'était dotée en 1964 de l'arme atomique, cherchait à mobiliser sa jeunesse en «plaçant la politique au poste de commande». Entre 1962 et 1966, Mao en était venu à considérer que l'appareil du PCC, autour de Liu Shaoqi et de Deng Xiaoping, était tenté par le révisionnisme et devait être renversé par la génération montante qui ferait ainsi son expérience d'une révolution dans la révolution. Entre le 16 mai 1966 et le 11^o plenum du CC du mois d'août suivant, le mouvement des gardes rouges, fort d'une quinzaine de millions de lycéens et d'étudiants, constitua le poing d'une «révolution culturelle» qui frappait les sommités universitaires, puis leurs protecteurs politiques et enfin les plus importants des dirigeants du PCC, dont Liu Shaoqi et Deng Xiaoping. La violence, qui avait créé une ambiance de terreur quand des jeunes gens déchaînés s'en prirent durant l'été aux «vestiges du passé féodal» en envahissant les maisons des gens des «mauvaises catégories noires» qui étaient brutalisés, humiliés voire assassinés, gagna durant l'hiver 1966-67 les usines. Des «rebelles ouvriers», notamment à Shanghai durant «la tempête de janvier 1967», attaquèrent les syndicalistes et les cadres (*Macfarquahar 4., Perry*). Ces conflits opposaient souvent les ouvriers qualifiés, qui formaient l'ossature des syndicats et du parti communiste à l'entreprise, aux ouvriers temporaires, simples manœuvres venus de la campagne et traités comme des immigrés de l'intérieur, privés de tous les avantages dont jouissait l'«aristocratie ouvrière» (*Perry*). L'APL avait reçu de Mao le 23 janvier 1967 la consigne de porter son soutien à «la gauche» (*Wengao*). La menace du chaos avait fait réagir une partie des cadres supérieurs de l'APL, lors de ce qui fut appelé le «contre-courant de février 1967»: en vain. Durant l'été 1967 des affrontements armés sanglants à Wuhan (*Wang*) entre rebelles, milices syndicales, unités territoriales de l'armée et unités d'élite venues des frontières avaient fait craindre la généralisation d'une guerre civile (*Wengao*). L'anarchie gagna tous les ministères: le 23 août 1967 les locaux de la Légation de Grande Bretagne à Pékin furent mis à sac par des gardes rouges qui s'étaient emparés le 3 août du ministère de Affaires Etrangères. Cela devenait dangereux pour la sûreté du pays. Des groupes de rebelles voulaient s'en prendre à Zhou Enlai, seul capable d'éviter le chaos général et d'autant plus apprécié par Mao qu'il avait adopté un comportement servile à son égard. Au début septembre, Mao dénonça donc une mystérieuse «conspiration du 16 mai 1967» dirigée par divers idéologues radicaux. Il s'ensuivit une vague d'arrestations dans les milieux gauchistes entre octobre 1967 et mars 1968 qui toucha trois millions de personnes. Plusieurs dizaines de milliers de suspects, dénoncés comme contre-révolutionnaires furent exécutés ou se suicidèrent. Mao invita en octobre 1967 (*Wengao*) «toutes les organisations révolutionnaires à former de grandes alliances» en mettant en place des comités révolutionnaires et à préparer le 9^o Congrès du Parti. La presse dénonçait l'anarchie et le développement des factions. Visiblement le temps n'était plus où Mao résumait le marxisme en une formule: «toute rébellion est juste». Il était urgent de sortir de l'impasse où l'activisme irresponsable des gardes rouges avait conduit la révolution chinoise.

2°) La fin des gardes rouges.

Pendant ce temps, en effet, sur les campus, les gardes rouges s'étaient divisés en groupes rivaux, se réclamant tous de Mao Zedong et de sa pensée. La majorité de ces organisations «rebelles» était placée sous l'autorité du Groupe Central de la Révolution Culturelle (GCRC), qui recevait l'appui direct de Mao et où Jiang Qing, l'épouse du Président, les shanghaiens Zhang Chunqiao et Yao Wenyuan, divers rebelles, comme Wang Hongwen, le chef de la police politique Kang Sheng et quelques idéologues comme Chen Boda, peinaient à

consolider leur prises du pouvoir dans les media, divers ministères et plusieurs grandes villes, comme Pékin, Shanghai et Tianjin. En effet, ils s'opposaient souvent physiquement à d'autres groupes de gardes rouges, parfois appelés «gardes écarlates», qui étaient qualifiés par leurs adversaires de «loyalistes» ou de «conservateurs», mais se considéraient eux-mêmes comme plus purs que ces rebelles en raison de leurs origines de classe: en effet, les enfants de hauts cadres et de familles de martyrs révolutionnaires y étaient très présents. Ils étaient tout naturellement en relations avec des responsables locaux ou centraux du parti. Ils représentaient plus ou moins cette nouvelle noblesse formée par le régime à partir des «catégories rouges» (ouvriers, paysans pauvres et moyens pauvres, révolutionnaires historiques, martyrs de la révolution), tandis que les rebelles les plus radicaux avaient souvent admis dans leurs rangs des fils et filles issues des «catégories noires» (propriétaires fonciers, paysans riches, cadres du Guomindang, capitalistes bureaucratiques et membres des sociétés secrètes). Aussi, lors des «prises de pouvoir» dans les capitales provinciales, un des objectifs des rebelles était – t'il de se faire donner leurs dossiers personnels qui faisaient des parias de certains d'entre eux pour les détruire ou les corriger.

Lassé de ces conflits (*Hinton*) et inquiet du risque de guerre civile (*Wengao*), Mao fit reprendre par la force le 27 juillet 1968 le contrôle des campus universitaires de Pékin par des «équipes de propagande de la pensée -maozedong», formées d'ouvriers et appuyées par les soldats de l'unité 8341 de l'APL qui relevait directement de son autorité. Il convoqua le 28 juillet les «petits généraux» des gardes rouges, leur reprocha leurs conflits répétés, et ordonna qu'ils se soumettent au processus «lutte, critique, dispersion». L'APL installa des détachements autorisés à faire usage de leurs armes sur les campus tandis que les gardes rouges furent envoyés dans les campagnes les plus reculées pour être «rééduqués par les paysans pauvres et moyens pauvres»: 5.400.000 d'entre eux partirent dans les mois suivants rejoindre les autres millions de «jeunes instruits» envoyés à la campagne à la fin de leurs études secondaires pour y renforcer les effectifs déjà pléthoriques de la paysannerie. Cette «génération perdue» de jeunes citoyens refoulés pour dix ans au Moyen-âge et condamnés à perdre dans leur exil rural leurs meilleures années dans une demi – oisiveté compta en tout 17.000.000 d'individus (*Bonnin*). Ainsi la force la plus dynamique de la «révolution culturelle», discréditée par ses excès et son manque de maturité politique, avait quitté l'avant-scène et le réservoir où elle aurait pu se renouveler avant d'être asséché.

3° La violence et le chaos dans les campagnes chinoises

Mais, contrairement à ce qu'avaient longtemps pensé les politologues, la disparition des gardes rouges ne mit pas fin au chaos. On sait maintenant que, au contraire, c'est durant l'été 1968 que la violence atteignit des sommets, avec des épisodes monstrueux (*Walder, Song, Zheng, Escherick*), donc immédiatement après la dispersion des gardes rouges. Ces derniers, en cours de transfert à la campagne ou totalement isolés des paysans, une fois installés dans des «points de jeunesse», ne jouèrent aucun rôle dans cette vague de troubles dans les campagnes chinoises.

On trouve à l'origine de cette nouvelle tragédie de la Révolution Chinoise le rôle central attribué par Mao à la lutte des classes dans le processus d'édification du socialisme. Cela s'inscrivait dans sa conception générale du monde formée par une hybridation de la dialectique hégélienne sur le vieux fond taoïste du conflit entre le *yin* et le *yang* (*Schram 1965*). Tout y était contradictions, un se divisant sans cesse en deux. La révolution était donc ininterrompue (*buduan*), sauf si elle se bureaucratissait comme dans le modèle soviétique et devenait contre-révolution. Des phases périodiques de révolution dans la révolution étaient

nécessaires pour empêcher cette dégénérescence. En effet la lutte des classes subsistait dans le socialisme, contrairement à l'affirmation de la vulgate stalinienne. Ce fut un des points essentiels des divergences que Mao discerna après le XX^e Congrès du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) entre son modèle de socialisme et celui de Nikita Khrouchtchev (*Hu*). Selon Mao, cette lutte des classes opposait le prolétariat et ses alliés, soit l'immense majorité du peuple, aux vestiges toujours dangereux des anciennes classes renversées par la Révolution. La restauration du capitalisme était possible à cause des «droits bourgeois» qui subsistaient sous le socialisme: une certaine propriété privée, la hiérarchie des salaires, l'héritage culturel, la prééminence des activités intellectuelles sur les activités manuelles... La révolution devait donc s'appuyer sur le prolétariat des «quatre catégories rouges» pour faire face à ce risque contre-révolutionnaire représenté par les «catégories noires» dans une lutte de masse exercée dans le cadre de la dictature du prolétariat. L'apparition réitérée d'une déviation droitière dans le camp révolutionnaire donnait naissance à une «cinquième catégorie noire». Elle s'expliquait par la mauvaise origine de classe de gens ralliés à la révolution par opportunisme ou par ruse, mais toujours prêts à retrouver leur classe d'origine. Dans le contexte difficile traversé par la révolution chinoise, il fallait sans cesse «purifier les rangs de classe» (*qingli jieji duiwu*) pour en extirper les mauvais éléments infiltrés. C'est le mot d'ordre lancé par Jiang Qing le 21 novembre 1967 lors d'un meeting des gardes rouges de la capitale. Répercuté à Shanghai il déboucha sur 169.000 enquêtes dans cette ville qui visèrent 80 à 90 % des cadres et 5 à 10% des ouvriers et employés (*Perry*). Ainsi, tous les militants ouvriers clandestins du Parti de cette métropole (3.675) furent l'objet de ces enquêtes. 5.000 des gens ainsi soumis à cette épreuve succombèrent à de mauvais traitements ou se suicidèrent. Puis cette nouvelle tempête, très inférieure en violence à celle de 1967, s'apaisa.

A la campagne, ce mouvement «pour la purification des rangs de classe» fut au contraire à l'origine d'une période de terreur qui dura de longs mois. Diverses enquêtes faites à partir des *Annales* des 2250 districts (*xianzhi*) que comptait alors la Chine, les unes, rapides, portant sur 1.550 d'entre eux, les autres, plus approfondies, étudiant la «révolution culturelle» dans 187 des 235 de ces circonscriptions dans les trois provinces du Guangxi, du Guangdong et du Hubei, permettent d'aboutir à des constatations solides. Entre la fin de l'année 1967 et le début de l'année 1969 on observe dans les villages des massacres de masse, où des familles entières sont éliminées de façon souvent cruelle, hommes femmes et enfants, voire même bébés confondus. Ces tueries collectives sont de trois types: les plus nombreuses concernent les familles des «quatre mauvaises catégories» dont la liste avait été établie lors de la réforme agraire en 1950-51. Viennent ensuite de véritables chasses aux sorcières où l'on ajouta aux parias initiaux la cinquième mauvaise catégorie, celle des «droitiers», dont la liste avait été fixée en 1957 puis allongée en 1959. De plus on a gonflé les rangs de ces ennemis supposés du peuple entre 1967 et 1969 par ces campagnes pour «purifier les rangs de classe». A ces deux catégories dont on massacra les membres dans des sortes de pogroms accompagnés parfois de scènes de cannibalisme, comme à Binyang au Guangxi (*Zheng*), s'ajouta une troisième, celle des prisonniers, faits lors des batailles entre rebelles d'orientations différentes ou entre les rebelles et les forces armées régulières, comme lors des combats de rues de juillet-août 1968 à Nanning, Guilin ou Liuzhou, où le général Wei Guoqing utilisa l'artillerie. Dans ce dernier cas, il ne s'agissait plus de massacres de paysans. Ces victimes des luttes entre factions ou avec l'APL, connues des historiens depuis longtemps, furent, en fait, les moins nombreuses de cette sanglante année 1968.

Une évaluation chiffrée demeure difficile: on s'accorde souvent sur un total d'un million de morts (*CHOC*) durant la «révolution culturelle», dont la moitié environ aurait péri lors de ces

massacres de masse de 1968. Certains auteurs (*Song, Escherick*) proposent un nombre nettement plus élevé de victimes, allant de 1.500.000 à 3 millions de personnes, soit 0,5% de la population totale. Dans ce cas, entre 750.000 et 1.500.000 personnes auraient péri lors de ces pogroms de village. Les provinces les plus touchées furent celles de Canton, le Guangxi, la région autonome de Mongolie intérieure et le Yunnan, mais il y eut aussi des cas dramatiques au Hubei et au Hunan. Un village risquait d'autant plus de subir un massacre de masse qu'il était plus isolé et très pauvre.

4° L'établissement des comités révolutionnaires.

Ce qui frappe le plus dans ces études c'est la concomitance entre l'établissement des comités révolutionnaires, qui se proposaient de rétablir le cadre administratif et politique disloqué par deux années d'une guerre civile rampante, et les flambées de violence de juillet – août 1968 (*Escherick*, graphique de la page 105).

Après la phase de destruction, Mao avait envisagé dès l'automne 1966 une phase de reconstruction dans le cadre d'une triple alliance entre les rebelles, les anciens cadres rééduqués et les autorités militaires locales. C'est ainsi que fut fondé le premier comité révolutionnaire le 31 janvier 1967 au Heilongjiang: on y retrouvait en numéro 1 l'ancien secrétaire provincial du Parti. A Shanghai les différents groupes rebelles voulaient substituer la «grande démocratie», dont ils se réclamaient en principe, avec notamment le droit de grève et la liberté d'expression et de réunion, à la «petite» qui avait cours depuis la fondation de la République Populaire de Chine (RPC) et n'avait de démocratie que le nom, car elle masquait la réalité de la dictature d'un parti unique. Sans doute cette fugitive exigence démocratique de la part de groupes qui, dans les faits, exerçaient la terreur avec l'aide de la garnison, était-elle destinée à justifier leur insurrection contre les autorités et à surmonter la forte résistance à leur prise du pouvoir de la part des syndicats et des rouages locaux du parti. Le 5 février 1967 les organisations «rebelles» que dirigeaient Zhang Chunqiao, Yao Wenyuan et Wang Hongwen proclamèrent la «commune de Shanghai» sur le modèle souvent évoqué dans la presse des années 1960-66 de la Commune de Paris (*Perry, Bergère*). En fait alors que l'éphémère précédent parisien reposait sur un système d'élection directe à mains levées par des assemblées populaires de délégués constamment révocables, le projet des «rebelles» shanghaiens restait vague sur ces «élections générales» qui y étaient inscrites. S'il proposait de détruire les structures existantes pour les remplacer par une consultation de délégués des organisations rebelles, le nombre et l'identité de ces délégués variaient selon le jour et le type de problème posé et leur mandat semblait bien flou. On peut douter de l'attachement à une démocratie électorale qui supposait le risque accepté de l'alternance de Zhang Chunqiao et des autres théoriciens de la poursuite de la lutte des classes sous le socialisme! Mao repoussa aussitôt ce modèle qui lui paraissait inconsistant, voir entaché de libéralisme bourgeois: le 24 février Shanghai fut doté d'un comité révolutionnaire (CR) qui reposait comme au Heilongjiang sur le principe de la triple alliance et dont les dirigeants étaient nommés et non élus. Le 18 mars le CR du Shanxi fut fondé. Le 20 avril celui de Pékin. En octobre 1967 il existait 7 CR, 18 en mars 1968, 29 en septembre 1968, le dernier étant celui du Xinjiang.

La plupart des massacres de masse à la campagne eurent lieu en juillet – août 1968, c'est-à-dire à l'époque où la plupart des CR avaient été fondés ou étaient en passe de l'être. Plus précisément ces pogroms ont lieu surtout dans les provinces où les CR, installés au printemps 1968 avec l'aide des garnisons locales, rencontraient une forte résistance de la part des groupes rebelles qui n'y avaient pas été intégrés: la flambée de violence s'inscrivait ainsi dans l'action que ces CR avaient dû engager pour consolider leur fragile autorité. La justification

de la part des autorités de ces massacres injustifiables était fournie par le mouvement «pour la purification des rangs de classe». Leur mise en œuvre relevait des cadres villageois et des miliciens qui dépendaient d'eux. Mais comme la révolution culturelle avait abattu ou ébranlé la chaîne du commandement qui aboutissait aux villages, ces petits cadres locaux agissaient sans contrôle. Leurs relais sur place étaient les «associations de paysans pauvres et de paysans moyens inférieurs» mises en place à la demande de Mao pendant «la campagne d'éducation socialiste» entre 1962 et 1965. La destruction de l'encadrement traditionnel lors de la réforme agraire et la démoralisation générale consécutive aux trois années de famine du Grand Bond ajoutaient à cet état d'anomie. La misère complétait le tout: pour des paysans menacés de famine massacrer d'autres paysans revenait à éliminer des concurrents dans le partage d'une récolte déficitaire. Quelque part, la pression démographique (*Attané*) joua ainsi son rôle dans ce déchaînement d'horreurs. On peut penser aussi que les rivalités traditionnelles entre villages, entre hameaux, entre clans, notamment dans le sud, faisaient de cette violence une nouvelle forme de vendetta, de *xiedou* (*Bianco*)

5° L'apparente renaissance du PCC.

C'est l'APL qui rétablit, souvent avec brutalité, un semblant d'ordre à l'automne 1968. Il en résulta que tous les CR provinciaux étaient présidés par des généraux ou par des commissaires politiques de haut rang. Mao pouvait maintenant songer à rétablir le Parti. N'avait-il pas précisé à Zhang Chunqiao, quand il refusa le projet de Commune de Shanghai, qu'il «fallait un parti, quel que soit sa forme; il fallait un noyau dur, quel que soit son nom»? Mais il était nécessaire de se débarrasser au préalable des «mauvais éléments». Ce fut le rôle joué, entre le 13 et le 31 octobre 1968, par la 12^e session du CC du PCC: il ne restait plus que 40 des 87 titulaires, à cause des coupes sombres opérés par les gardes rouges, la maladie et la vieillesse et il fallut coopter 10 des 74 suppléants pour avoir le quorum. Cette session fut l'occasion d'une mise en accusation comme «contre révolutionnaire, renégat et agent du Guo Min Dang» de Liu Shaoqi qui fut exclu du parti. Il avait eu le courage, avant de sombrer dans l'hébétéude, de dénoncer Mao comme un tyran et de réfuter toutes les accusations portées contre lui dans une lettre du 11 février 1968. Maltraité, souffrant du diabète et de pneumonie, il mourut en prison dans l'anonymat le 12 novembre 1969.

Le 9^e Congrès du PCC se tint à Pékin du 1^{er} au 24 avril 1969. L'étrangeté de ce «Congrès des vainqueurs» souligne l'échec de la «révolution culturelle» qui était supposée rendre au peuple le pouvoir qui lui avait été confisqué par des «bureaucrates révisionnistes engagés sur la voie de la restauration du capitalisme». Le Congrès fut tenu secret et se déroula en l'absence de tout observateur étranger. Le rapport que lut Lin Biao, désigné officiellement comme le successeur de Mao Zedong, avait été écrit par Mao après qu'il eut refusé une première version écrite par Chen Boda puis corrigé une seconde version avec l'aide de Zhang Chunqiao et de Yao Wenyuan. Le texte parlait d'une «victoire de la grande révolution culturelle prolétarienne», mais d'une victoire qui ne pouvait être totale, car il faudrait à l'avenir d'autres révolutions culturelles. Le tout à l'avenant: rien n'était dit des véritables problèmes du pays. Une inquiétude diffuse planait d'ailleurs sur le Congrès: le 3 mars 1969 une embuscade meurtrière tendue par des gardes frontières chinois à leurs homologues soviétiques dans l'île contestée entre les deux pays appelée Chen Bao par les uns et Damanski par les autres, sur les bords de l'Oussouri, en Mandchourie, avait entraîné une très dure réplique soviétique. Or depuis l'intervention des forces du pacte de Varsovie et de l'Armée Rouge le 20 août 1968 à Prague pour mettre un terme à une tentative de démocratisation du régime par les dirigeants communistes tchèques et les propos de Leonid Brejnev sur la «souveraineté limitée» des pays socialistes, on savait les soviétiques capables d'intervenir militairement en Chine. On

craignait un raid éclair sur Pékin ou la destruction des installations nucléaires chinoise du lac Lob Nor. De façon significative, les 2/3 des 1512 délégués du 9^o Congrès portaient l'uniforme vert – olive de l'APL, même si 28% seulement d'entre eux étaient des militaires en exercice. 45% des membres du CC élu par le Congrès étaient des militaires. Même si Mao avait tenu à conserver dans cette instance 19% de vétérans dont une bonne partie avait soutenu le contre-courant de février, ce n'était qu'une concession de forme. En fait la réalité du pouvoir se trouvait entre les mains du comité permanent du Bureau Politique formé de Mao, Lin Biao, Zhou Enlai et Kang Sheng. Le culte de la personnalité de Mao, était à son comble. Le rapport précisait que «le Centre est le soleil et, tout comme les neuf planètes, toute notre activité tourne autour du soleil. Le Président Mao est le soleil. La pensée Mao est le soleil». En 1964, recevant le journaliste américain Edgar Snow, Mao ne lui avait-il pas expliqué qu'il avait organisé méthodiquement lui-même le culte de sa propre personnalité? Dès le printemps 1968, on avait pris l'habitude dans les entreprises et la cour des gros ensembles résidentiels de réunir les gens au soleil levant pour qu'ils honorent un immense portrait de Mao et se tournent vers lui pour prendre des engagements ou dénoncer les erreurs qu'ils avaient commises, en psalmodiant des versets du Petit Livre Rouge. L'APL avait ouvert des «écoles du 7 mai» où des millions de cadres suivaient des stages idéologiques sous la direction d'instructeurs militaires tout en se livrant à des travaux dans les champs supposés leur permettre de se nourrir. Heureusement pour eux, ils continuaient à toucher leur salaire et achetaient aux paysans ce qu'ils n'avaient pas produit! En effet, le Parti allait devoir se reconstruire du sommet vers la base et il fallait disposer de cadres rééduqués. En attendant c'était l'APL qui était la seule force organisée dans le pays et elle était chargée de cette reconstruction. En 1968, on était passé en quelques mois du risque de l'anarchie à celui d'un bonapartisme rouge.

Conclusion.

Mao, confronté à partir de 1956, à la crise évidente du système socialiste soviétique avait perçu avec lucidité que le modèle soviétique de socialisme avait abouti à donner le pouvoir non pas à la classe ouvrière mais à l'appareil d'un parti tout puissant qui exerçait sa dictature sur le peuple en son nom et dont les membres jouissaient de privilèges injustifiables. Mais il avait cru à tort éviter la bureaucratisation et la sclérose du régime socialiste chinois par une surpolitisation et la mobilisation permanente des forces révolutionnaires. Il avait considéré les intellectuels comme «une catégorie puante», alors que la Chine manquait cruellement de cadres qualifiés. Il avait totalement sous estimé le rôle des forces productives. Pis il avait cru que la pauvreté était un facteur favorable à la révolution, à la mobilisation populaire, sans voir qu'il fallait une certaine abondance pour disposer des moyens de base d'un véritable socialisme, ce qu'avaient bien compris Liu Shaoqi, Deng Xiaoping, Chen Yun et les responsables de l'économie. N'avait-il pas écrit dès avril 1958 que «la Chine est pauvre et blanche: mais sur une page blanche, on écrit les plus beaux poèmes»? La manipulation de la lutte des classes, où il était passé maître, jouait un rôle décisif dans cette mobilisation: on en a vu le prix! En fait, Mao n'avait abouti qu'à ajouter à la confiscation du pouvoir par la haute bureaucratie communiste une terreur accrue masquée par un culte de plus en plus délirant dont il était l'objet consentant, alors que l'économie connaissait une croissance négative. Sa victoire lors du 9^o Congrès n'était qu'une victoire à la Pyrrhus.

L'année 1968 était bien l'année de tous les dangers.